

LA PRESSE AFFAIRES



CRISE FINANCIÈRE
LA FEMME QUI A FAIT TREMBLER WALL STREET

PAGE 2

Meredith Whitney

MICROBRASSERIE
DE GRANDES AMBITIONS

PAGE 3



Marc Lessard

Maillage culturel

Une quarantaine d'entreprises accueillent actuellement, pour des stages d'un à trois jours, des immigrants instruits arrivés au Québec récemment. Verdict des participants: ces quelques heures peuvent changer leur monde.



JACINTHE TREMBLAY

VIE AU TRAVAIL
COLLABORATION SPÉCIALE

Christina Chitescu a pris un vol Paris-Montréal le 15 juillet dernier pour s'établir au Québec pour de bon.

Elle a fait ses études d'ingénierie en Roumanie, son pays d'origine. Elle détient un doctorat en génie des systèmes industriels de l'Institut National Polytechnique de Lorraine, en France. Elle y enseignait depuis 2005. Elle parle roumain, français, allemand et anglais.

Si tout se déroule comme prévu, elle devrait être chargée de cours à l'École de technologie supérieure (ETS) pendant le trimestre d'hiver 2008. Elle souhaite également travailler sur le terrain, en entreprise.

Elle pense que ce rêve peut devenir réalité. «J'ai fait un stage d'observation de trois jours chez AEER, à Bromont, une jeune firme spécialisée en énergie éolienne. Ils m'ont déjà fait une offre de collaboration», dit-elle.

À la fin des trois jours, un ingénieur d'AEER, dont elle parle déjà comme «d'un collègue québécois», lui a confié: «Christina, ça m'a pris plus de temps que toi à m'intégrer ici.»

Cette nouvelle Montréalaise est loin d'être la seule à avoir ébloui ses hôtes par ses facultés d'adaptation.

Le choc des ressemblances

Quelques heures après avoir mis les pieds pour la première fois chez Optimum relations publiques, une filiale du groupe Cossette, la Mexicaine Paola Pierdant participait à une séance de remue-méninges.

De 2003 à 2007, cette diplômée en communications de l'Université Intercontinentale de Mexico était responsable de comptes chez Publicis Mexique. Elle s'occupait notamment des campagnes publicitaires de Banamex, Whirlpool et Telcel.

«Paola a fait des interventions très intéressantes en réunion. Elle a visiblement d'excellents réflexes en relations publiques. Ce qui nous a le plus frappés et étonnés, mon équipe et elle, c'est la similitude de nos contextes de travail», résume Nancy Turgeon, directrice d'Optimum relations publiques.

➤ Voir MAILLAGE en page 4

Le «grand oiseau» à Montréal

L'Airbus A380 au Québec dans une semaine

MARIE TISON

Le grand oiseau est sur le point de venir tester son nid québécois.

L'Airbus A380 atterrira dans une semaine à l'aéroport Montréal-Trudeau dans le cadre d'une tournée nord-américaine organisée dans le but de vérifier la compatibilité des installations aéroportuaires qui pourraient accueillir le géant des airs.

Air France étudie la possibilité

de desservir Montréal à l'aide d'un A380. Le transporteur offre trois vols quotidiens Montréal-Paris pendant l'été et deux vols quotidiens pendant l'hiver. Il y aurait donc assez de trafic pour justifier l'utilisation du gros appareil.

Mais Air France n'est pas prête à sacrifier ce qui constitue selon elle un grand avantage, la fréquence des vols. «Les gens ont besoin de flexibilité, explique le directeur général d'Air France au Canada, Christian Lahcen. Nous

adapterons la capacité avec cette arme qu'est la fréquence. Il n'est pas impossible que Montréal soit considérée pour l'A380, mais ça dépendra du taux de croissance.»

Les retards

Air France a commandé 12 appareils A380, qui commenceront à être livrés en 2009. Ces appareils devaient être livrés à partir de 2007, mais le programme d'Airbus a connu

un bon deux ans de retard en raison de plusieurs problèmes techniques.

«Nous serons la compagnie de lancement de l'A380 en Europe», s'enorgueillit M. Lahcen.

Tous les aéroports qui ne peuvent recevoir l'A380. C'est le plus gros avion de transport de passagers au monde, avec une envergure de près de 80 mètres et une queue qui atteint une hauteur de 24 mètres.

➤ Voir OISEAU en page 4



PHOTO JACK ATLEY, BLOOMBERG NEWS

Tous les aéroports ne peuvent recevoir l'A380. C'est le plus gros avion de transport de passagers au monde, avec une envergure de près de 80 mètres et une queue qui atteint une hauteur de 24 mètres.

Le PDG de Citigroup contraint de démissionner

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Charles Prince, le PDG de Citigroup, la première banque mondiale, a démissionné hier, payant ainsi les lourdes pertes de la banque dues à la crise des crédits hypothécaires à risque «subprime», révèle le *Wall Street Journal* hier en citant des sources proches du dossier.

Pour le remplacer, le conseil d'administration de la banque, convoqué en urgence hier a décidé de nommer au poste de président du conseil l'ex-secrétaire au Trésor, Robert Rubin, et comme dirigeant exécutif par intérim Sir Win Bischoff, qui jusqu'ici dirigeait la branche européenne de Citigroup, ajoute le WSJ.

«Chuck» Prince est le second patron d'une grande banque à

tomber à cause de la crise des prêts hypothécaires ou primes à risques après le départ il y a une semaine du président de Merrill Lynch, Stanley O'Neal, pour les mêmes raisons.

Citigroup est d'ailleurs sur le point d'annoncer des dépréciations d'actifs supplémentaires, qui pourraient aller de 8 à 11 milliards de dollars dans son portefeuille de crédits, indique aussi le WSJ, bien supérieures aux dépréciations et pertes de quelque 2,2 milliards annoncées par Citigroup le mois dernier au titre du 3^e trimestre.

M. Prince, 57 ans, occupait le poste de PDG de la banque depuis 4 ans.

➤ VOIR AUTRE TEXTE EN PAGE 2



PHOTO YURIKO NAKAO, REUTERS

«Chuck» Prince est le second patron d'une grande banque à tomber après le départ il y a une semaine du président de Merrill Lynch.

Détente de première classe
Seulement 149 \$

Montréal-Toronto en classe affaires VIA 1

viarail.ca



LA PRESSE AFFAIRES MARCHÉS AMÉRICAINS

PORTRAIT

L'analyste qui a ébranlé Wall Street

BLOOMBERG

Meredith Whitney, dont la recommandation à la baisse touchant le titre de Citigroup a contribué à provoquer une diminution de capitalisation boursière de 369 milliards US aux États-Unis, affirme qu'elle a été la seule analyste de Wall Street à avoir eu l'audace de dire que la banque américaine pourrait diminuer son dividende.

« Personne n'a eu le cran de mettre par écrit ce que j'ai écrit », lance M^{me} Whitney, 37 ans, une analyste de CIBC World Markets. Selon elle, Citigroup, la plus importante banque américaine, pourrait devoir réduire ses paiements de dividende pour rétablir sa situation financière.

M^{me} Whitney a tout de même accusé du retard sur Mike Mayo, de Deutsche Bank, et sur deux autres analystes qui ont conseillé de vendre les actions de Citigroup après que la banque new-yorkaise eut fait état, il y a deux semaines, d'une chute de 57 % de ses bénéfices au troisième trimestre. Mais personne n'a eu un impact aussi marqué que M^{me} Whitney, qui affirme qu'un trop grand nombre d'acquisitions et le coussin le plus mince « depuis des décennies » pour faire face à d'éventuelles pertes augmentent le risque de posséder le titre de la banque. Sa recommandation a déclen-

ché la pire dégringolade de l'action de Citigroup depuis septembre 2002.

Mais le marché boursier américain dans son ensemble a également subi une correction, l'indice Standard & Poor's 500 perdant 2,6 %, sa pire baisse en deux mois. Michael Hanretta, le porte-parole de Citigroup, a dit ne pas pouvoir commenter d'éventuels changements dans la politique de versement de dividendes.

Le responsable: le PDG

Comme M. Mayo, M^{me} Whitney impute les difficultés de Citigroup à son PDG, Charles Prince.

« Pas de doute, il doit quitter », affirme M^{me} Whitney, qui travaille à New York et qui a déjà été à l'emploi de Wachovia Securities Inc.

« Ils doivent restaurer les niveaux de capitaux, dit-elle. Ils doivent investir en masse dans la technologie. Leurs bénéfices ne croissent pas, leurs revenus stagnent. »

Jeudi, le titre de Citigroup a perdu 2,85 \$US, ou 6,9 %, à 38,51 \$US, son plus bas niveau depuis mai 2003. Selon M^{me} Whitney, le prix de l'action de Citigroup se dirige vers les 30 \$US.

M^{me} Whitney, dont le mari est John « Bradshaw » Layfield, un ancien lutteur champion de World

Wrestling Entertainment Inc. et auteur de *Have More Money Now: A Common Sense Approach to Financial Management*, est une diplômée de Brown University, à Providence, au Rhode Island.

Sa recommandation d'acheter le titre de Goldman Sachs Group, de New York, en mars 2006, avait été suivie d'un bond de 70 % du prix de l'action.

Le 19 juillet dernier, elle révisait à la hausse sa recommandation touchant le titre de JPMorgan Chase & Co. Depuis lors, cette action a été dévaluée de 9,3 %.

D'autres investisseurs et analystes soutiennent que M^{me} Whitney se trompe en déclarant que Citigroup doit réduire ses paiements de dividende.

Ainsi, David Hilder, un analyste de Bear Stearns & Co., écrit dans une note que « les inquiétudes concernant la position du capital de Citigroup et sa politique de dividende soulevées par un concurrent sont exagérées ». Selon lui, l'action de Citigroup pourrait grimper à 58 \$US d'ici la fin de la prochaine année.

Pour sa part, Anton Schutz, qui gère des actifs de 270 millions US à titre de président de Mendon Capital Advisors, à Rochester, dans l'État de New York, estime que Citigroup dispose de trop de liquidités pour sabrer son dividende.



PHOTO CIBC WORLD MARKETS, BLOOMBERG NEWS
La recommandation de Meredith Whitney a déclenché la pire dégringolade de l'action de Citigroup depuis septembre 2002.

Débat devant la Cour suprême des États-Unis

Des fonds d'obligations en péril

BLOOMBERG

Les émetteurs d'obligations municipales aux États-Unis pourraient devoir des milliards de dollars à des investisseurs, et des fonds d'obligations de quelque 155 milliards US pourraient être rendus obsolètes à la suite d'une éventuelle contestation devant la Cour suprême des États-Unis quant aux pouvoirs de taxation des États.

Et cela pourrait n'être que le début des bouleversements qui risquent d'affecter le marché de titres de dette, une affaire de 2500 milliards US. Ces titres sont émis par les États et les gouvernements municipaux pour payer les écoles, les routes, les égouts et d'autres travaux publics.

Les juges de la Cour suprême doivent entendre à partir d'aujourd'hui les arguments pour déterminer si le Kentucky viole la Constitution américaine en taxant les revenus générés

par des obligations émises dans d'autres États tout en exemptant les intérêts sur les titres émis par ses propres villes, districts scolaires et d'autres émetteurs

Une décision défavorable au Kentucky ferait en sorte que les détenteurs d'obligations émises hors de l'État pourraient réclamer des milliards en remboursements d'impôts.

au sein de cet État. Empêcher un tel traitement préférentiel obligerait 42 États américains, dont New York et la Californie, à taxer leurs propres obligations ou à accorder des exemptions identiques aux obligations émises dans d'autres États.

« Cela provoquerait une reconfiguration d'importance du marché des obligations municipales », soutient Gerard J. Lian, directeur de la division

des fonds communs de placement de Morgan Stanley/Van Kampen, qui gère des actifs de 15,8 milliards US. Au cours d'une carrière qui s'étale sur

plus de deux décennies dans ce domaine, « cela constituerait le plus important événement dont je puisse me souvenir », dit-il.

Une décision défavorable au Kentucky ferait en sorte que les détenteurs d'obligations émises hors de l'État pourraient réclamer des milliards en remboursements d'impôts, selon un document déposé par les 49 autres États.

Le seul État de New York

ferait face à des réclamations atteignant 200 millions US. La Cour suprême se prononcera d'ici juillet 2008.

L'industrie obligataire et les États se battent pour conserver le système actuel et ils font des répercussions potentielles le cœur de leur argumentation. Selon Nuveen Investments Inc., la plus importante entreprise américaine d'investissement à capital fixe, interdire les préférences concernant les titres émis au sein même de l'État serait susceptible de provoquer « une grave perturbation » des marchés et des activités des gouvernements.

Instabilité et incertitude

Pour sa part, la Securities Industry and Financial Markets Association, qui représente l'industrie à Washington, soutient qu'une décision défavorable

entraînerait « une période d'instabilité et d'incertitude quant aux prix ».

Eric Brunstad, qui présentera des arguments au nom de deux contribuables du Kentucky, juge ces prédictions exagérées. Il ajoute que tout changement qui interviendra sur le marché profitera aux investisseurs.

Une victoire pour sa partie, dit-il, diminuera l'attrait des 481 fonds d'obligations d'un État unique, qui détenaient 155 milliards US en 2006. Selon lui, les investisseurs, qui ne seront plus influencés par les avantages fiscaux au sein de l'État, graviteront vers des fonds nationaux plus efficaces sur le plan des coûts et plus diversifiés.

« Ce n'est pas une bonne idée d'avoir tous vos investissements en obligations dans un seul État comme la Californie », argue M. Brunstad, un associé de Bingham McCutcheon, à Hartford, au Connecticut.

CALIFORNIE

Comment Schwarzenegger est devenu « vert »



PHOTO JUSTIN SULLIVAN, GETTY IMAGES

Arnold Schwarzenegger était déterminé à prouver que l'on pouvait créer de la croissance économique et protéger l'environnement simultanément, et qu'il pouvait convaincre la communauté d'affaires.

BLOOMBERG

Arnold Schwarzenegger avait besoin d'aide. C'était le 9 août 2003, trois jours avant que l'acteur né en Autriche surprenne les Californiens en annonçant son intention de déloger Gray Davis, le gouverneur démocrate de l'État, lors des élections. Du jour au lendemain, M. Schwarzenegger s'était métamorphosé, passant de vedette de cinéma à aspirant chef de la huitième économie au monde.

Ce jour-là, il faisait des pieds et des mains pour se bâtir une plateforme électorale. Presque au sommet de sa liste: le réchauffement planétaire. « Je ne suis pas entré dans cette campagne électorale comme un expert en environnement », avoue toutefois M. Schwarzenegger.

Au début du mois d'août 2003, M. Schwarzenegger passe le week-end chez les Kennedy, à Hyannis Port, au Massachusetts, avec sa femme Maria Shriver, membre du clan de feu le président John F. Kennedy. L'ancien acteur discute alors de ses idées environnementales avec Robert Kennedy Jr, le cousin de Maria Shriver, qui est un ardent environnementaliste. M. Kennedy met M. Schwarzenegger en contact avec Terry Tamminen, le fondateur de Santa Monica Baykeeper, un groupe qui combat la pollution de l'eau dans le sud de la Californie.

M. Tamminen était sceptique. Il avait recueilli des fonds pour la campagne du vice-président Al Gore pour l'accès à la Maison-Blanche en l'an 2000 et il était critique à l'endroit de la fiche des Républicains sur le plan de l'environnement. À cette époque, M. Schwarzenegger, 60 ans, un républicain au volant d'un Hummer, sollicitait des avis auprès d'un démocrate défenseur de la nature.

« Le Parti républicain ne s'était pas couvert de gloire dans le dossier environnemental, rappelle M. Tamminen. Et puis, je me suis dit, cet homme pourrait être le prochain gouverneur, alors ne souhaitons-nous pas nous assurer qu'il ait les politiques les plus progressistes? »

Quatre ans pour la loi

Quatre années plus tard, le « governor » a fait adopter le Global Warming Solutions Act, la première législation du genre aux États-Unis. Cette loi, que M. Schwarzenegger a signée le 27 septembre 2006, oblige les industries californiennes à réduire les sources de gaz à effet de serre de 25 % pour les ramener aux niveaux de 1990 d'ici 2020.

Cinq États – le New Jersey, le Minnesota, l'État de Washington, l'Oregon et Hawaï – ont adopté des lois semblables cette année. Trois projets de loi au Sénat amé-

ricain et deux autres à la Chambre des représentants sont à l'étude et ils comprennent des cibles de réduction du gaz carbonique de 14 % d'ici 2020.

« La Californie est le modèle à suivre », estime Daniel Esty, directeur du Yale Center for Environmental Law & Policy. « Les gouverneurs d'une douzaine d'États prennent maintenant le problème au sérieux, ajoute-t-il, et le terrain est préparé pour une politique fédérale. »

D'autres leaders avaient tiré la sonnette d'alarme avant M. Schwarzenegger. Ainsi, M. Gore avait appelé à des changements en matière d'environnement lorsqu'il était vice-président et il a insufflé une nouvelle dimension au débat grâce à son documentaire de 2006 intitulé *An Inconvenient Truth* et au prix Nobel de la Paix qui lui a été décerné le mois dernier.

Mais c'est pourtant M. Schwarzenegger, un ancien champion de culturisme, qui a conquis Hollywood par son rôle de Terminator, qui écrit le scénario américain de lutte contre le changement climatique. « J'étais très déterminé à prouver que l'on pouvait créer de la croissance économique et protéger l'environnement simultanément, dit-il. Je savais que ma force était mon appartenance au Parti républicain. Je pouvais convaincre la communauté d'affaires. »

La grande ambition d'une microbrasserie

STÉPHANE CHAMPAGNE
COLLABORATION SPÉCIALE

La microbrasserie de la Nouvelle-France a de méga-ambitions. Avec sa bière sans gluten, cette PME de Saint-Alexis-des-Monts vise rien de moins que la planète entière. À la bonne vôtre!

Mais attention, Marc Lessard, président et fondateur de l'entreprise de 25 employés, ne souhaite pas décupler la dimension de ses installations en Mauricie afin d'écouler ses bières sur les cinq continents. Il en exportera certes, mais son vœu le plus cher est de créer des ententes de partenariat avec différents brasseurs autour du globe.

Cette façon de faire peu orthodoxe dans l'univers des 25 microbrasseries québécoises est à l'image de Marc Lessard. Ce bourreau de travail ne fait rien comme les autres. «Au lieu, dit-il, de développer des bières de style anglais, belge ou allemand comme la plupart des autres microbrasseries, je suis parti du concept de la Nouvelle-France et j'ai utilisé des céréales ancestrales. D'une certaine façon, j'ai devancé la mode du terroir.»

Résultat: celui qui a joué de la musique folklorique et traditionnelle de 1975 à 2000 avec Les Ouines a créé, de concert avec un Belge ferré en fabrication de mousse, des bières à base, entre autres, de sarrasin et d'épeautre.

Pas de recette

Un défi de taille, car il n'existait pas ainsi dire pas de recettes pour fabriquer de tels produits. Du coup, Marc Lessard s'est retrouvé malgré lui à faire de la R&D.

Dans la foulée, la Fondation québécoise de la maladie coeliaque (intolérance au gluten) approche l'homme d'affaires pour lui demander s'il ne pourrait pas créer une bière sans gluten. Marc Lessard affirme qu'environ 1% de la population mondiale souffre de la maladie coeliaque, un marché potentiel de 50 millions de consommateurs. Le gluten est une protéine présente dans le grain des céréales. Par définition, toutes les bières en contiennent.

Cette bière sans gluten, à base de riz et de sarrasin, se nomme La Messagère. Elle est le fer de lance de la PME, qui vend désormais son produit partout au Canada (sauf au



PHOTO STÉPHANE CHAMPAGNE, COLLABORATION SPÉCIALE

Martine et Marc Lessard, copropriétaires de la microbrasserie de la Nouvelle-France, à Saint-Alexis-des-Monts, rêvent de conquérir le monde avec leur bière sans gluten.

Yukon) et depuis peu en France. Prochaine étape: les États-Unis, marché pour lequel l'entreprise québécoise dit posséder tous les permis requis.

En s'attaquant au marché américain, Marc Lessard sait qu'il aura à se battre contre des géants, notamment Anheuser-Busch (brasseur de la Budweiser), qui offre déjà une broue sans gluten. «Je ne suis pas inquiet, car notre Messagère est bien meilleure au goût», dit sans ambages le président de la microbrasserie de la Nouvelle-France.

«Certains puristes affirment que La Messagère n'est pas une vraie bière. Mais mettez-vous à la place de quelqu'un qui sort avec des amis et qui ne peut jamais boire

de bière avec eux», explique Marc Lessard, propriétaire à parts égales de la microbrasserie avec sa conjointe Martine Lessard et le Belge Charles Ronlez.

Créer des alliances

Grâce à sa Messagère, Marc Lessard rêve de répandre la bonne nouvelle en Chine, au Japon, en Inde, etc. Mais il est conscient que les frais de transport, les formalités de douanes et autres demandes de permis le ralentiront dans ses desseins. C'est pourquoi il préfère créer des alliances stratégiques avec des brasseries ailleurs dans le monde.

La microbrasserie de la Nouvelle-France a été fondée en 1998 sur le

site de l'Auberge Le Baluchon à Saint-Paulin. Un endroit que Marc Lessard connaît, car il en est actionnaire. Le site historique est connu pour avoir notamment servi de lieu de tournage à la télésérie *Marguerite Volant*. En 2006, la PME a déménagé ses pénates à Saint-Alexis-des-Monts dans des installations flambant neuves de 10 000 pieds carrés. Un investissement de 1,2 million.

La PME commercialise cinq bières: la Claire Fontaine (à base d'orge et de riz); l'Ambrée de Sarrasin (orge et sarrasin); la Blonde d'Épeautre (orge et épeautre); la Nouvelle-France Rouge (malt de spécialité) et La Messagère (riz et sarrasin). L'entreprise produit

dans ses cuves environ 300 000 litres de bières annuellement, soit l'équivalent de 35 000 caisses de 24 bouteilles.

Peu de temps après l'inauguration de la microbrasserie, pour laquelle il avait travaillé les mois précédents «entre 80 et 100 heures par semaine», Marc Lessard a été victime d'une pancréatite aiguë. À l'article de la mort, il est demeuré dans le coma durant un mois.

Cet épisode, dit-il, lui a ouvert les yeux sur l'importance de profiter de la vie et de s'amuser en travaillant. Et c'est exactement ce qu'il fait. Bonne nouvelle, donc, pour les amateurs de bières tous azimuts.

PME EXPRESS

Komatsu choisit Saint-Pie-de-Bagot

La PME Tuba de Saint-Pie-de-Bagot vient de recevoir le titre de «fournisseur élite» auprès de la multinationale japonaise Komatsu. En devenant partenaire «Midori Kai» (croître ensemble, en japonais) du géant de la machinerie lourde, l'entreprise de 33 employés voit plusieurs portes s'ouvrir devant elle. «Nous deve-

nons fournisseur élite pour les usines et les sous-traitants de Komatsu pour l'ensemble de l'Amérique du Nord au même titre, par exemple, que Michelin et Cummings. Sauf que nous, on n'est pas 20 000 employés. On est la plus petite entreprise à avoir reçu cette accréditation», se félicite Guy Côté, président et unique actionnaire de Tuba. La PME, qui ne fait que de la sous-traitance et dont les ventes totalisent 5 millions, se spécialise dans le cintrage de précision et l'assemblage de pièces mécano-soudées complexes. Son produit par excellence: les composantes tubulaires. Komatsu compte 42 fournisseurs élités en Amérique du Nord. Quatre d'entre

eux sont québécois: Tuba, SixPro, Usinage Laurentides et Dalkotech.

ElcarGO en France

ElcarGO, un fabricant de toiles mécanisées pour les camions et les remorques d'empilage, a le vent dans les... voiles. La PME de Saint-Hyacinthe vient de signer une entente de distribution en France. Elle investit actuellement 1,5 million afin d'agrandir de 30% ses installations maskoutaines, lesquelles seront de 36 000 pieds carrés. L'entreprise de 12 employés fait la conception,

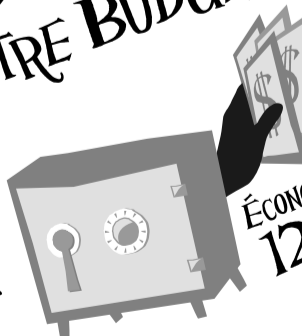
la fabrication et l'installation de six modèles de toiles mécanisées. Ces produits brevetés ont été inventés par Réal Royer, président et unique actionnaire de la PME. ElcarGO exporte 15% de sa production en France et aux États-Unis. Les autres 85% trouvent preneurs au Québec et en Ontario. La PME, dont les ventes frisent les 2 millions, souhaite exporter 30% de ses toiles au cours des prochaines années. Fondée il y a 10 ans à Ville-Marie, au Témiscamingue, la PME a déménagé à Saint-Hyacinthe en 2004. Depuis, son chiffre d'affaires double annuellement.

-Stéphane Champagne, collaboration spéciale

HP recommande Windows Vista® Business.

PROTÉGEZ VOS DONNÉES. ET VOTRE BUDGET.

LES AFFAIRES REDEViennent PERSONNELLES.



Les blocs-notes et ordinateurs de bureau commerciaux HP Compaq intègrent un ensemble complet d'outils de sécurité. Les solides caractéristiques matérielles et logicielles aident à limiter les risques, à protéger vos réseaux et à défendre vos données essentielles contre les attaques. Le résultat: une tranquillité d'esprit totale. **De plus**, à l'achat de certains blocs-notes et ordinateurs de bureau HP avant le 30 novembre, vous **économiserez 120 \$!**



(Écran non compris.)

ORDINATEUR DE BUREAU COMMERCIAL HP COMPAQ dc5700

879\$ après la remise instantanée de 120\$!
Intègre le processeur Intel® Core™ 2 Duo E6300 et Windows XP Professionnel authentique. Doté d'un clavier avec lecteur de carte à puce et d'un lecteur biométrique d'empreintes digitales pour une sécurité à couches multiples. RT874UT



BLOC-NOTES COMMERCIAL HP COMPAQ 6910p

1229\$ après la remise instantanée de 120\$!
Alimenté par le processeur Intel® Core™ 2 Duo T7250 et Windows Vista® Business. Un ensemble complet de fonctions de sécurité aide à assurer la protection de votre identification, votre réseau et vos données. RM325T

GAGNEZ UN FORFAIT DE 10 000 \$

Inscrivez-vous pour courir la chance de GAGNER une métamorphose technologique d'une valeur de 10 000 \$ de la part de HP et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante² (FCEI). Renseignements détaillés à l'adresse hp.ca/pme/fcei (il faut être membre de la FCEI pour gagner).



Appelez au **1 866 221-3576** Cliquez sur hp.ca/lapresse Rendez-vous chez votre revendeur HP autorisé



© 2007 Hewlett-Packard Development Company, L.P. L'information contenue dans la présente est sujette à changement sans préavis. Microsoft et Windows sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et au Canada et (ou) dans d'autres pays. Les autres noms utilisés dans cette présentation servent à des fins d'identification seulement et peuvent être des marques de commerce de leurs propriétaires respectifs. Intel, le logo Intel, Intel Core, Intel Inside, le logo Intel Inside, Celeron, Celeron Inside, Centrino, le logo Centrino, Core Inside, Intel SpeedStep, Intel Viiv, Itanium, Itanium Inside, Pentium, Pentium Inside, Xeon et Xeon Inside sont des marques de commerce ou des marques déposées de Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays. *La numérotation d'Intel ne constitue pas une mesure de performance supérieure. L'architecture bicœur est une nouvelle technologie conçue pour améliorer la performance de certains logiciels. Assurez-vous de la compatibilité auprès de votre fournisseur de produits logiciels. Cette technologie pourrait ne pas convenir à tous les utilisateurs et à tous les logiciels. Ce système pourrait exiger la mise à niveau et (ou) l'achat de produits matériels, de pilotes et (ou) de logiciels pour tirer pleinement profit des fonctionnalités de Windows Vista. Plus d'info sur le site www.windowsvista.com/getready (en anglais seulement). Certaines caractéristiques de produits Windows Vista exigent du matériel perfectionné ou supplémentaire. Vous trouverez des renseignements détaillés sur les sites <http://www.microsoft.com/windowsvista/getready/hardwarereqs.mspx> et <http://www.microsoft.com/windowsvista/getready/capable.mspx> (en anglais seulement). L'outil Windows Vista Upgrade Advisor pourra vous aider à déterminer quelles fonctionnalités Windows Vista seront prises en charge par votre ordinateur. Pour le télécharger, allez à l'adresse www.windowsvista.com/upgradeadvisor (en anglais seulement). Toutes les autres marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Le prix de l'ordinateur de bureau comprend seulement l'ordinateur — les spécifications figurant sous ce modèle ne comprennent pas l'écran. À l'achat de certains blocs-notes et ordinateurs de bureau commerciaux HP Compaq entre le 1^{er} novembre et le 30 novembre 2007, vous économiserez jusqu'à 120 \$. *Inscrivez-vous pour courir la chance de GAGNER une métamorphose technologique d'une valeur de 10 000 \$ de la part de HP et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). Le concours est en vigueur du 15 octobre 2007 jusqu'au 29 février 2008. Seuls les membres de la FCEI peuvent y participer. Aucun achat requis. Renseignements détaillés à l'adresse www.hp.ca/pme/fcei. Les prix indiqués sont ceux affichés sur Internet par HP Canada. Les prix peuvent varier et les revendeurs peuvent vendre à un prix moindre. Taxes et transport en sus. Les produits peuvent différer légèrement de l'illustration. HP ne se tient responsable d'aucune erreur de prix ou de publication. Offres nulles là où la loi les interdit. En vigueur au Canada seulement. HP se réserve le droit de modifier ou d'annuler ces programmes en tout temps, sans préavis. Ces offres ne peuvent être jumelées avec aucune autre offre ou des prix spéciaux. Quantités limitées. Maximum de 25 unités par client. Heures d'ouverture du Centre d'appels : du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h 30 HNE. Le magasin en ligne est ouvert 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

/// ■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Enbridge	BPA 3T: 22¢
Sun Microsystems	BPA 1T: 3¢US
Sysco	BPA 1T: 41¢US

DEMAIN

Permis de construire (Canada)	sept.: 1,5% août: 1,4%
Manuvie	BPA 3T: 71¢
Rona	BPA 3T: 51¢

MERCREDI 7 NOV.

Commerce de gros (États-Unis)	sept.: 0,2% août: 0,1%
Industrielle Alliance	BPA 3T: 77¢
BCE	BPA 3T: 52¢

JEUDI 8 NOV.

Mises en chantier (Canada)	oct.: 223 000 unités sept.: 281 300 unités
CAE	BPA 2T: 15¢
Power Corp.	BPA 3T: 69¢

VENDREDI 9 NOV.

Commerce international (Canada)	sept.: 3,9G\$ août: 4,1G\$
Balance commerciale (États-Unis)	sept.: -58,5G\$us oct.: -57,6G\$us

LUNDI 12 NOV.

Marchés fermés (jour du Souvenir) (Canada et États-Unis)	
Onex	BPA 3T: 69¢

Source: Bloomberg
POUR NOUS JOINDRE La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

7				2		9	1
	3						
	9	8		1		3	4
		3		7		6	8
5							
		6	2	8		5	
			9	1	5	6	4
6							7
	4			2			

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	6	3	1	4	9	5	2	8
4	8	1	6	2	5	3	7	9
5	9	2	3	7	8	4	1	6
1	2	5	4	9	3	6	8	7
8	7	9	5	6	2	1	4	3
6	3	4	7	8	1	9	5	2
2	5	7	9	3	4	8	6	1
3	1	6	8	5	7	2	9	4
9	4	8	2	1	6	7	3	5

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Niveau de difficulté : MOYEN 0818 Par Fabien Savary 0817



Dans l'ordre habituel, Cristina Chitescu, Isabelle Girard (ingénieure au Vieux-Port), Pierre Fortin et Souad Sellami.

PHOTO PATRICK SANFAÇON. LA PRESSE ©

Le « grand oiseau » à Montréal

OISEAU

suite de la page 1

C'est presque aussi haut qu'un immeuble de huit étages. L'avion, qui a un poids maximum au décollage de 560 tonnes, peut transporter 525 passagers dans trois classes (première classe, affaires et économie).

Par comparaison, l'envergure du Boeing 747-400 n'est que de 65 mètres, sa queue dépasse à peine les 19 mètres et son poids maximum au décollage n'atteint que 397 tonnes. Dans une configuration typique comprenant trois classes, l'appareil peut transporter 416 passagers. Un transporteur peut évidemment accommoder plus de passagers en n'offrant qu'une classe économique. C'est ainsi que l'été dernier, le transporteur français Corsair transportait 500 passagers dans son Boeing 747-400 entre l'Europe et Montréal.

Le vaste programme de rénovation entrepris il y a quelques années par Aéroports de Montréal permet à Montréal-Trudeau d'accueillir sans problème des Boeing 747 remplis à ras bord et des Airbus A380. La salle des arrivées internationales et la salle de réception des bagages, inaugurées en novembre 2004, peuvent faire face à un afflux de passagers.

Lorsqu'on a refait le tablier en raison de la construction de la nouvelle jetée internationale, on s'est organisé pour qu'il puisse supporter le poids des plus gros appareils. Et lorsqu'on a refait une des pistes, on s'est arrangé pour l'élargir suffisamment afin d'accueillir les ailes de l'A380.

Bref, les modifications liées à la venue de l'A380 n'ont pratiquement rien coûté puisqu'elles ont pu être intégrées dès le début dans le programme de rénovations. Aéroports de Montréal n'a dû faire que deux dépenses supplémentaires: un pont assez long et flexible pour rejoindre le deuxième étage de l'A380, au coût de 500 000\$, et le bâtiment d'interface, qui relie ce pont à la porte d'embarquement, au coût de 100 000\$.

L'A380 a déjà fait incursion en terre canadienne: c'est à Iqaluit, dans le Nunavut, que le gros appareil a effectué des essais à basse température.

Il y a cependant un peu du Québec dans l'A380. Plusieurs fournisseurs québécois participent à ce programme, à commencer par Pratt & Whitney Canada (P&WC), qui fournit le groupe auxiliaire de puissance. Il s'agit d'un moteur qui alimente divers systèmes, comme la climatisation et le chauffage. Une trentaine d'employés de l'entreprise de Longueuil travaillent présentement à la production et aux essais de ce moteur.

«C'est le groupe auxiliaire de puissance le plus puissant qui existe», lance Jean-Daniel Hamelin, de P&WC. CMC Électronique, une entreprise de Montréal, conçoit et fabrique l'antenne de communication par satellite de l'A380. Pour sa part, l'usine de Messier-Dowty à Mirabel construit le train d'atterrissage avant du gros appareil, en collaboration avec l'usine de Messier-Dowty à Bidos, en France. Encore une fois, il faut utiliser un superlatif: il s'agit du plus grand train d'atterrissage avant jamais construit, à près de cinq mètres de hauteur.

CAE a fabriqué trois simulateurs de vol pour l'A380, soit deux pour Airbus et un pour le transporteur australien Qantas. En général, un transporteur achète un simulateur de vol pour chaque bloc de 20 appareils commandés.

À l'heure actuelle, l'A380 fait l'objet de 165 commandes.

Maillage culturel

MAILLAGE

suite de la page 1

Depuis, Optimum a M^{me} Pierdant en tête pour des collaborations futures. «Elle ne pourrait pas faire des relations de presse demain matin. Elle ne connaît pas nos médias et ne maîtrise pas encore le français. Mais comme elle est très polyvalente, puisqu'elle est aussi graphiste, elle pourrait facilement

s'intégrer à d'autres divisions de Cossette», précise Nancy Turgeon.

Depuis les débuts de ces brèves incursions en milieu de travail québécois, quelques stagiaires ont reçu des offres de collaboration et au moins l'un d'eux a déniché un emploi chez son hôte, indique Monique Deviard, coordonnatrice de ce projet mis en œuvre par Mentorat-Québec.

En chair et en os

Willy Robitaille, directeur de la qualité du laboratoire d'inspection Certispec, a reçu un chimiste algérien pendant une journée. «Si j'avais eu un poste à combler, je l'aurais embauché», dit ce vieux routier qui a 50 ans d'expérience dans l'industrie pétrolière.

Sa petite équipe de six techniciens compte un Chilien et une Bulgare. «Je ne suis pas expert dans l'évaluation des diplômes mais je sais reconnaître la compétence. S'ils veulent bien fonctionner, je les prends», dit-il.

Quand Willy Robitaille a embauché une technicienne bulgare, il avait de la difficulté à comprendre

ce qu'elle lui disait. «Après un an avec nous, elle parle bien le français et, en plus, elle travaille comme deux», souligne-t-il. S'il n'en tenait qu'à sa volonté, il prendrait bien d'autres stagiaires. «Je ne peux pas mobiliser pendant des jours ma petite équipe. Ça retarde la production. Dans les grandes entreprises, l'accueil d'un stagiaire a moins d'impacts et il y a plus d'ouverture de postes», note-t-il.

Le bureau d'ingénieurs Cogelec reçoit cette semaine Athmane Djahnine, un des nombreux ingénieurs maghrébins à qui on interdit de porter ce titre au Québec. Son CV nous apprend qu'il a été, pendant 13 ans, superviseur des travaux de génie civil à la Société de la sidérurgie et métallurgie Sidem, en Algérie.

Dans ce rôle, il surveillait et inspectait des travaux de construction en béton armé et des charpentes métalliques. Il a aussi collaboré avec plusieurs firmes étrangères, dont ABB. Il aimerait bien travailler à la Ville de Montréal.

Athmane Djahnine a bien vite compris qu'il ne pourrait se présenter comme ingénieur de sitôt. Il postule pour des emplois de technicien et il a allégé son CV, pour ne pas être rejeté pour cause de surqualification. «En entrevue, les employeurs québécois vérifient les 3 S (savoir, savoir-faire, savoir-être). Mais ça ne leur permet pas de détecter nos compétences techniques. J'espère que le stage chez Cogelec va briser, un peu, ce cercle vicieux. J'aimerais qu'il dure plus longtemps», dit-il.

Les stages sont limités à trois jours pour éviter que ces professionnels soient utilisés comme main-d'œuvre à bon marché.

Un projet conjoint

Ces stages d'observation ont été initiés par le ministère de l'Immigration et des communautés culturelles (MCCI). Ils sont coordonnés par Mentorat Québec, qui tiendra le 6 novembre son cinquième colloque annuel.

Pierre Fortin, vice-président marketing de la Société du Vieux-Port de Montréal, est le mentor d'honneur de cet événement. Il est le premier surpris d'avoir hérité de ce titre.

«Je n'ai jamais été mentor, du moins dans le contexte d'un programme formel. Selon moi, le mentorat est un style de gestion qui intègre au quotidien la transmission de connaissances, d'expé-

riences et de comportements. C'est ce message que je vais livrer le 6 novembre», dit-il.

Quand Monique Deviard, la responsable des stages d'observation pour Mentorat Québec, lui a demandé d'accueillir un nouvel arrivant, il a immédiatement offert de recevoir une femme et de l'intégrer dans une équipe technique.

La candidate retenue est Souad Sellami. Elle passera deux jours au Vieux-Port sous les auspices de l'ingénieur Denis Gouge. Spécialiste en génie hydraulique, elle enseignait jusqu'à tout récemment au département de génie civil de l'Université de Guelma, en Algérie. Elle possède huit années

d'expériences en gestion de projets de génie civil municipal.

«Mes diplômes et mes qualifications professionnelles ne sont pas reconnus. Je n'ai pas d'expérience canadienne. Ici, la pratique du génie est très segmentée. Je suis polyvalente. Je suis musulmane et je porte le voile. Je me sens coincée», résumait-elle vendredi dernier.

Elle n'attend pas de miracles de son court stage au Vieux-Port. Elle espère seulement que ce bain de réalité québécoise réduira ses appréhensions.

Pour en savoir plus, consultez la section MCCI-Mentorat Québec du site www.mentoratquebec.org.

La CIBC vend des services à Oppenheimer Holdings

TORONTO — La banque CIBC a annoncé hier qu'elle a conclu une entente pour vendre à Oppenheimer Holdings Inc. ses services bancaires d'investissement, ses activités de négociation d'actions et de financement par effet de levier aux États-Unis ainsi que ses activités sur des marchés de titres de créance connexes.

La transaction vise aussi les services bancaires d'investissement et de négociation d'actions de la Banque CIBC en Israël et certaines autres activités américaines sur des marchés de titres de créance au Royaume-Uni et en Asie. La banque CIBC conserve ses autres acti-

vités de services bancaires de gros aux États-Unis, soit le financement immobilier, les produits structurés en actions et en marchandises, les services de banque d'affaires et les services-conseils en pétrole et gaz ainsi que le reste des activités américaines sur des marchés de titres de créance en Asie et au Royaume-Uni. La Banque CIBC conserve aussi sa division du financement d'entreprises et sa capacité de distribuer des actions et des produits à revenu fixe canadiens aux États-Unis et sur les marchés internationaux pour le compte de ses clients canadiens.

— CNW

AFFAIRES
700

AVIS
800

715 FINANCEMENT
PRÊTEZ votre argent particulier à particulier 26 à 39 mois. **Découpez l'annonce**
LA FINANCIÈRE PRÊTBEC 450-688-7212

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM
AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie 2946-3692 QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Me Guy Sirois

AVIS
800

PRENEZ AVIS que la compagnie 9096-1954 QUÉBEC INC., ayant son siège social au 4820, rue Messier, bureau 3, Montréal, Québec demandera au Registraire des Entreprises la permission de se dissoudre.
Montréal, le 5 novembre 2007

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS
TOUTE PERSONNE connaissant les allées-et-venues de Randy Rosenberg est priée de communiquer à frais virés avec L. Tremblay au 1-613-744-2892 poste 1087.

PRENEZ AVIS que la compagnie « 9188-3520 Québec Inc. » a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises.

TOUTE PERSONNE connaissant les allées-et-venues de John Nutarariq est priée de communiquer à frais virés avec L. Tremblay au 1-613-744-2892 poste 1087.

GOVERNANCE DE L'ÉTAT

Non aux perspectives à courte vue

Condensé d'une entrevue radiophonique diffusée à Radio Ville-Marie 91,3 FM avec Joseph Facal, professeur de gestion à HEC Montréal et ancien président du Conseil du Trésor, et Thierry Pauchant, professeur titulaire, chaire de management éthique, HEC Montréal.

Le Québec fait face à des questions qui demandent une réflexion bien au-delà des perspectives à courte vue, affirme Joseph Facal.

Q D'où vous vient cette conviction d'un lien fort entre l'éthique et la gestion responsable d'un gouvernement ou d'une nation ?

R Je n'ai pas de système pré-fabriqués qui me sert de grille éthique. En fait, c'est même difficile pour moi de définir l'éthique. Le problème, c'est que dans la vie publique, vous êtes rarement seul à décider si le comportement d'un subordonné est éthique ou non. Vous vivez sous la loupe grossissante des médias. Cela complique la tâche. Souvent, vous ne savez pas trop quoi penser d'une situation qui se situe dans une zone grise. Mais l'affaire est jugée et classée dans les journaux le lendemain matin. Tout ça sur un fond de cynisme et de scepticisme dans lequel baignent la vie politique et la fonction publique.

Q Quelle réflexion faites-vous actuellement sur la gestion publique ?

R Nos sociétés sont confrontées à des défis qui nécessiteraient que l'on pense en termes de génération : l'environnement, la démographie, la refonte des institutions dans nos sociétés qui changent exigent une vision sur 15 ans. Nos problèmes de finances publiques, de démographie, de montée de l'Asie, de déclin du secteur manufacturier, nous les partageons avec la France, la Grande-Bretagne, les pays scandinaves, les États-Unis.

Le problème, c'est que l'horizon du politicien est marqué par deux bornes. La première, c'est ce que disent les journaux du matin. La seconde, c'est qu'il faut se faire élire trois ou quatre ans plus tard. La politique a deux faces. Le côté noble du visage, c'est la recherche de solutions collectives à des problèmes collectifs. Le côté moins noble, c'est qu'il faut conquérir le pouvoir pour agir. Cette lutte, inévitablement, est dure. Mais il ne faut pas lui tourner le dos : il est naïf de croire qu'il pourrait en être autrement. Et tout aussi naïf de s'imaginer que les rivalités entre entreprises concurrentes ou équipes sportives sont plus élégantes.

Une vision intergénérationnelle permet de faire des constats différents. Les deux principaux problèmes du Québec sont les conséquences multifformes de la mondialisation et, bien sûr, le déclin démographique. Nous approchons d'un moment où beaucoup de gens vont partir à la retraite, mais ils laissent derrière eux peu d'enfants. En 1971, il y avait huit travailleurs pour un retraité au Québec. Aujourd'hui, c'est cinq contre un, et dans 20 ans, il y aura à peu près deux travailleurs pour un retraité. Actuellement, nous vivons au Québec avec un niveau de vie confortable. Mais il y aura moins de travailleurs pour générer les revenus nécessaires

pour couvrir des besoins en explosion. Nous arrivons donc à un moment où il faut tenir aux Québécois un discours de vérité. Et leur dire que les services publics ne sont pas gratuits. Et que la collaboration avec le secteur privé n'est pas nécessairement un enfer : le privé peut fournir certains services, venir en appoint. Il faut commencer à dire ces choses, même si les gens ne les reçoivent pas comme de bonnes nouvelles.

Il me semble qu'entre la religion de l'État et la religion du marché, il y a une voie de passage. Elle est d'autant plus difficile à déployer au Québec que le Québec moderne s'est construit une identité en misant énormément sur l'État. Pendant des siècles, les francophones étaient exclus des réseaux d'argent. L'État était le seul levier que les francophones contrôlaient majoritairement, et c'est pour cela qu'ils y ont énormément investi. Ça nous a permis des progrès formidables. Mais nous sommes dus pour une vigoureuse modernisation. Il ne faut pas tomber dans le piège de la défense dogmatique du modèle québécois sous prétexte qu'il nous a servis.

Q Vous avez monté un groupe de recherche sur les questions interculturelles. Quelle place ont-elles au Québec ?

R Elles jouent un rôle dans bien des situations. Pour le moment, le Québec est encastré dans le système politique canadien, ce qui offre des avantages et des inconvénients. L'un des inconvénients est que les immigrants entendent deux discours identitaires contradictoires à leur arrivée. Le premier, c'est celui du gouvernement du Québec : il y a ici une majorité francophone qui souhaite préserver sa culture. Mais en même temps, cet immi-



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Le problème, pour Joseph Facal, c'est que dans la vie publique, on est rarement seul à décider si le comportement d'un subordonné est éthique ou non.

grant entend le discours sur le multiculturalisme : le Canada non seulement respecte, mais glorifie vos cultures d'origine. Il en découle une espèce de confusion identitaire, d'autant que nous vivons dans des sociétés occiden-

tales de plus en plus ouvertes, où l'on fait la part belle à l'expression des diversités et des sensibilités minoritaires. C'est très bon a priori, ça part d'une bonne intention. Mais cela mine aussi la cohésion des sociétés.

Atis devient un leader des fenêtres au pays

LAURIER CLOUTIER

Par une nouvelle acquisition au sud de Vancouver, le Groupe Atis, de Montréal, devient un des trois leaders de la fabrication des portes et fenêtres au Canada.

Le président et chef de la direction du Groupe Atis, Robert Doyon, a en outre « mis en branle des démarches pour poursuivre sa croissance dans les Prairies et les Maritimes », souligne-t-il à *La Presse Affaires*.

Atis vient d'acheter Phoenix Glass, près de Vancouver, et de compléter ainsi une troisième acquisition dans l'Ouest canadien en un an, après celles d'Allied Windows, à Abbotsford, et de Bestway, à Calgary. C'est à l'été 2004 que Robert Doyon a fait ses premières acquisitions au Québec, sous le nom du Groupe Focus Portes & fenêtres. Avec des produits comme ceux de Vimat, Solarcan, Melco et Laflamme, le Groupe Atis dessert maintenant toutes les provinces canadiennes, notamment par Rona et ses magasins de matériaux de construction et de rénovation, dit le président.

Atis exploite 10 usines, où travaillent 1800 personnes, et son chiffre d'affaires dépasse largement les 200 millions, tant dans le marché commercial que résidentiel, explique Robert Doyon.

Le groupe se retrouve ainsi parmi les trois grands de son secteur au Canada, avec Starline, de Vancouver, et la filiale canadienne de la multinationale américaine Jeld-Wen, active au Québec et dans l'Ouest canadien.

Exportation dans 35 pays

Atis réalise 40 % de ses ventes au Québec, avec sept usines implantées de Terrebonne à Saint-Apollinaire, comparativement à 20 % dans l'Ouest canadien. Le groupe exporte par ailleurs déjà ses portes et fenêtres dans 35 pays, dont en Irlande, en Angleterre, en France et en Australie, et ces marchés internationaux sont en pleine croissance, dit le président.

Atis s'est par contre retiré des États-Unis dès 2004, malgré les réticences d'associés, parce que Robert Doyon avait prévu la chute du dollar américain. « Je ne regrette rien », dit-il, laconique.

C'est avec prudence qu'Atis aborde les dossiers des prochaines acquisitions.

Le président explique qu'il faut trouver les bons produits et gestionnaires, tout comme la même culture d'entreprise. Actionnaire minoritaire important d'Atis, Robert Doyon s'est associé au fonds d'investissements Key Principle Partners, un groupe de 2,7 milliards de dollars de Cleveland.



PHOTO STÉPHANE CHAMPAGNE, COLLABORATION SPÉCIALE

Robert Doyon, président du Groupe Atis.

ACTUEL
LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Tous les jours dans
LA PRESSE

Des cadeaux CORPORATIFS en chocolat.

Des choix chics et délicieux.

Venez choisir parmi nos boîtes de chocolat: les mosaïques, les shooters, les truffes ou les dômes. Venez découvrir nos cadeaux de Noël, des cadeaux qui seront appréciés par vos clients. Venez profiter de notre programme corporatif.

Venez vivre, rire et apprécier le chocolat.



SUITE 88 CHOCOLATIER 3957 RUE SAINT-DENIS WWW.SUITE88.COM 514-844-3488

MONTRÉAL DOIT DÉFENDRE SON TITRE DE MÉTROPOLE CULTURELLE ET DE VILLE DES FESTIVALS !

DÉJEUNER-CAUSERIE

Desjardins

ALAIN SIMARD
Président-directeur général
L'Équipe Spectra inc.

Inscription
WWW.CCMM.QC.CA/ALAIN-SIMARD
514 871-4000, poste 4001

MARDI 20 NOVEMBRE 2007
de midi à 14 h

En association avec :

En collaboration avec :

LA PRESSE AFFAIRES

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or dépasse les 800 \$ l'once

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Le métal jaune a franchi la semaine dernière pour la première fois depuis 1980 le seuil des 800 \$ l'once à Londres, porté par les craintes inflationnistes, les records pétroliers et la faiblesse accrue du dollar, entraînant l'argent dans son sillage.

L'or

L'once d'or a dépassé vendredi pour la première fois depuis 1980 le seuil des 800 \$ à Londres, grimant jusqu'à 808 \$. Le seuil des 800 \$ avait été franchi mercredi à New York dans la foulée de la baisse des taux d'intérêt américains.

« Les prix records du pétrole et la faiblesse historique du dollar continuent à composer la recette parfaite pour faire monter l'or », a résumé James Moore, analyste du Bullion Desk.

La décision de la réserve fédérale américaine de baisser de 25 points de base ses principaux taux d'intérêt a porté un coup supplémentaire à un dollar qui s'étirole déjà depuis des mois, ce qui a dopé le cours de l'or. Comme l'once est libellée en dollars, le pouvoir d'achat des investisseurs hors zone dollar s'en trouve accru, ce qui stimule la demande.

La hausse a été également attribuable à l'escalade des prix du pétrole. Se propulsant jusqu'à 96,24 \$ jeudi à New York et à 91,87 \$ vendredi à Londres, les cours du brut semblent se diriger à grands pas vers le seuil des 100 \$ le baril.

Or la montée du brut entretient les risques inflationnistes et incite les investisseurs à acheter de l'or, considéré comme un bouclier contre l'inflation.

Autre facteur de hausse du métal jaune: le rythme de hausse des prix dans les 13 pays de la zone euro a fortement accéléré en octobre.

« Le marché de l'or avait touché un record absolu de 850 \$ en 1980, au moment où les investisseurs se ruèrent sur le métal pour contrer le risque d'inflation lié aux prix élevés du pétrole, à l'invasion soviétique en Afghanistan et à l'impact de la révolution iranienne », a rappelé John Beare, analyste d'UBS.

Sur le London Bullion Market, l'once d'or valait 796,50 \$ vendredi au fixing du soir, contre 779,15 \$ vendredi dernier.

Argent

Le cours de l'argent a évolué dans le sillage de l'or, grimant jusqu'à 14,69 \$, le plus haut montant depuis février.

L'once d'argent valait 14,32 \$ au fixing vendredi, contre 14,07 \$ il y a une semaine.

Platine-palladium

Le platine est resté proche des niveaux atteints la semaine dernière.

« Étant donné le rapport extrêmement serré entre l'offre et la demande, et les menaces encore réelles de grèves en Afrique du Sud, la possibilité de voir de nouveaux records reste ouverte », a cependant souligné James Moore.

Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de platine valait 1,439 \$ vendredi au fixing du soir, contre 1,454 \$ la semaine dernière.

L'once de palladium valait 369 \$ contre 370 \$ vendredi dernier.



Comme l'once d'or est libellée en dollars, le pouvoir d'achat des investisseurs hors zone dollar s'en trouve accru, ce qui stimule la demande.

PHOTO KIM KYUNG-HOON, REUTERS

Kinross Gold consolide sa position au Brésil

MARC GALLICHAN
COLLABORATION SPÉCIALE

SÃO PAULO, Brésil — Le groupe aurifère canadien Kinross Gold a mis en branle d'importants travaux d'expansion d'une mine au Brésil. La minière investit 470 millions US pour tripler la capacité de production d'or de la Rio Paracatu Mineração (RPM), située dans l'État du Minas Gerais, à 230 kilomètres de Brasília, la capitale du pays.

L'investissement s'avérera nécessaire pour assurer la continuité des activités de l'en-

treprise, explique le vice-président aux opérations, Tim Baker. « La valorisation du prix de l'or sur le marché international et sa demande croissante, jumelée à la baisse du dollar ont rendu stratégique l'augmentation de la production d'or. »

Pour le huitième producteur d'or mondial, Paracatu est une bonne affaire. Elle permettra, précise Tim Baker, « de réduire les coûts d'exploitation, de tripler la production et d'assurer l'espérance de vie utile de la mine de 30 ans ». Il s'attend à ce que les travaux soient achevés en septembre prochain. À ce

moment, la production actuellement de 175 000 onces d'or annuel passera à un rythme de 555 000 onces.

Ce projet consolide l'importance du Brésil et le renforce comme une des priorités de l'entreprise. Le pays répond déjà pour environ 15 % de l'or du groupe qui exploite aussi des mines au Canada, aux États-Unis, en Russie, au Chili, et dont la production totale s'élèverait l'an prochain à plus de 2,1 millions d'onces. Une fois la nouvelle mine en marche, le pays répondra pour 30 %, rajoute-t-il.

Kinross est au Brésil depuis 2003, à la suite de l'acquisition de la totalité des actions de la TVX Gold. L'année suivante, elle a mis la main sur les 51 % qui restaient de RPM de Rio Tinto. À la production du Minas Gerais, le groupe est partenaire à 50 % de Mineração Serra Grande avec Anglo Ashanti.

La compagnie prospecte aussi dans trois autres États et évalue la possibilité d'acquérir de nouveaux actifs chez le géant sud-américain.

« Nous sommes ouverts aux bonnes occasions, signale M.

Baker. Le Brésil regorge de potentiel. »

La Canadienne n'est pas seule à délier les cordons de la bourse. L'Institut brésilien de l'industrie minière (Ibram) prévoit que les minières brésiliennes investissent 32 milliards US (56 milliards de reais) d'ici 2011. Seulement en recherche, 350 millions seront déboursés cette année dans le secteur.

L'année dernière, l'industrie minière a généré 21 milliards, plaçant ainsi le pays dans une position importante sur l'échelon mondial de production de plusieurs minerais.

Flambée du pétrole : à qui la faute ?

Le risque de pénurie ne peut justifier les prix actuels, selon plusieurs analystes

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Offre insuffisante des pays exportateurs par rapport à une demande mondiale toujours en croissance ou spéculation effrénée: producteurs et consommateurs se renvoient la faute de la flambée des prix de l'or noir.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui défend les intérêts énergétiques des pays consommateurs, accuse l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) d'attiser les tensions du marché en ne produisant pas assez de brut pour faire face à la demande hivernale.

Elle rend donc le cartel indirectement responsable de la flambée des cours, qui s'approchent des 100 \$ le baril, et lui demande de

pomper 1,8 million de barils supplémentaires par jour.

La ministre française de l'Économie, Christine Lagarde, affirmait lors du G7 Finance il y a 10 jours que les sept pays les plus industrialisés de la planète souhaitaient aussi que l'OPEP augmente sa production pour « faire face à une demande pétrolière dont on n'a pas de raison de penser qu'elle aille en diminuant ».

Même message au Centre for Global Energy Studies (CGES), un « think tank » londonien: « Pour faire se replier les prix, il faut que les membres de l'OPEP mettent plus de pétrole sur le marché pour permettre aux stocks commerciaux de se reconstituer. »

Mais l'OPEP, si elle se dit « inquiète » du niveau des prix,

assure que le marché est bien approvisionné et que les stocks de brut des pays industrialisés sont supérieurs à leur moyenne des cinq dernières années.

Elle renvoie la responsabilité de l'envolée du prix du baril aux spéculateurs, aux capacités insuffisantes de raffinage, aux problèmes géopolitiques au Proche-Orient et aux fluctuations du dollar.

Un discours relayé par un certain nombre d'experts: « Si l'OPEP augmentait sa production, les prix ne baisseraient pas forcément », affirme Thierry Lefrançois, économiste spécialisé dans les matières premières chez Natixis.

« Nous avons un marché qui est dans la surenchère, qui parie sur le moment où on va franchir les 100 \$, mais il n'y a pas de changements

fondamentaux par rapport à il y a quelques mois, quand on était à 70 \$ le baril », ajoute-t-il.

En août, le baril oscillait encore autour de 70 \$. Il a dépassé 96 \$ pour la première fois mercredi.

« Quel meilleur investissement aujourd'hui que le pétrole ? » interroge M. Lefrançois. « Les Bourses ont baissé, les taux d'intérêt aussi, donc les obligations deviennent moins intéressantes, et si la Réserve fédérale américaine a baissé ses taux, c'est qu'on est sur une tendance baissière de croissance américaine. Parallèlement, il y a beaucoup de liquidités sur le marché », qui se retrouvent placées sur relativement peu d'actifs, explique-t-il.

La chute de près de 10 \$ du brut au mois d'août, au début de la

crise financière, illustre selon lui le poids des spéculateurs: « Les fonds d'investissement se sont retirés » à ce moment-là, craignant une récession, avant de revenir massivement sur le marché.

D'autant qu'en période d'incertitude économique, l'or noir est devenu une valeur refuge, à l'instar de l'or, et surtout le moyen de se couvrir face à la baisse du dollar.

Un avis partagé par Pierre Terzian, de la revue *Pétrostratégies*, pour qui « le marché est totalement dominé par les financiers ». Le risque de pénurie ne peut justifier les prix actuels, selon lui, car la capacité de production non utilisée de l'OPEP était en 2005 de seulement 0,5 million de barils par jour (mbj), et qu'elle est aujourd'hui de 3,5 mbj, « soit sept fois plus alors que les prix ont doublé ».

L'offre, la géopolitique et la spéculation jouent tous dans le sens d'une hausse, résume David Kirsch, du cabinet PFC Energy, même si pour lui l'approvisionnement du marché « ne justifie pas un baril à 100 \$ ».

Donnez

L'espoir passe par la recherche

Fondation
Centre de cancérologie

Charles-Bruneau

charlesbruneau.qc.ca